

Mission d'information Informatieopdracht

CHRISTOPHE DE BEUKELAER EN ELKE VAN DEN BRANDT RONDEN
INFORMATEURSMISSIE AF EN OVERHANDIGEN RAPPORT AAN DAVID
LEISTERH

Merci à toutes et tous de vous être déplacés si nombreuses et nombreux pour cette conférence de presse.

Lorsque nous avons lancé cette mission d'information, nous savions que nous faisons face à un défi politiquement complexe au bout de 9 mois d'impasse. Mais les problèmes auxquels fait face la Région Bruxelloise sont bien plus critiques. Le redressement des finances publiques est une urgence absolue. Et nous le disons avec beaucoup de gravité: il est minuit moins une. Par ailleurs, dans un contexte géopolitique inédit, la sécurité, l'emploi, les enjeux sociaux, environnementaux et de santé nécessitent des réformes ambitieuses. La patience des Bruxelloises et des Bruxellois a atteint ses limites. Nous n'avons plus le luxe d'attendre.

Notre mission d'information commune s'achève aujourd'hui. Nous tenons tout d'abord à remercier les représentants des 13 partis politiques bruxellois pour leur implication, leur discrétion, leur esprit constructif et le respect qu'ils ont témoigné les uns envers les autres au cours des 3 semaines écoulées. Grâce à ce comportement à la hauteur des enjeux, nous avons pu travailler de manière constructive et à un rythme soutenu.

Nous avons organisé de nombreuses réunions bilatérales et tables de dialogue, avec les acteurs politiques bruxellois, mais pas uniquement. Au total, plus de 40 rencontres ont eu lieu dans de multiples configurations, en parallèle de nombreux contacts informels. Cette méthode a permis à chacun d'exprimer ses priorités, d'écouter celles des autres et ainsi de recréer un esprit de coopération. Des partis jusque-là très éloignés ont pu se reparler, améliorant ainsi la compréhension mutuelle et la confiance. Nous avons questionné et challengé jusqu'au bout chacun des véto et exclusives prononcés par les 13 partis. Ceci nous a permis de faire des constats clairs sur les scénarios viables politiquement.

La formation d'un gouvernement bruxellois est une équation complexe de laquelle il nous a fallu enlever plusieurs inconnues. Comme communiqué au début de cette mission d'information, nous avons fait le choix de repartir d'une large consultation. Un pas en arrière, ouvrir le jeu, pour mieux dessiner des pistes de solution.

Grâce à ces consultations et tables de dialogue, nous avons eu l'occasion d'étudier chaque scénario. Par exemple, l'option d'un gouvernement minoritaire a fait couler beaucoup d'encre. Et oui, en effet, nous avons bel et bien étudié cette option. Plusieurs partis n'y étaient pas favorables. Et parmi les partis qui y étaient ouverts, tous ont pointé des risques de stabilité concernant cette formule. Notre situation politique et économique demande de la stabilité, et cette stabilité nécessite une majorité au parlement, et dans les deux groupes linguistiques. L'option d'un gouvernement minoritaire ne bénéficie pas d'un soutien suffisant, surtout vu l'ampleur des réformes nécessaires.

Il y avait une volonté forte dans le chef de plusieurs partis d'étudier le scénario repartant des majorités préexistantes. Nous avons tout essayé pour faire aboutir cette piste. Des partenaires qui ne s'étaient jamais parlé ont eu l'occasion de longuement échanger. Malgré ces discussions respectueuses, il nous a bien fallu constater que les véto bloquant cette solution n'ont pas pu être dépassés. Il nous est apparu clairement qu'aucune majorité ne peut être dégagée sur cette base.

À partir de ces constats, nous avons donc étudié un scénario regroupant MR, PS et Engagés, Groen, Open VLD, Vooruit et le CD&V. L'avantage de cette formule est qu'elle rassemble les familles libérales, socialistes, centristes et Groen. Cette solution bénéficie d'une majorité dans les deux groupes linguistiques ainsi que dans l'ensemble du parlement bruxellois. Nous avons clairement entendu les craintes exprimées face à ce scénario : d'une part la loyauté envers le gouvernement fédéral, d'autre part une vraie volonté de réforme. Nous avons pu obtenir les garanties nécessaires de chacun sur ces deux points.

Une collaboration constructive avec les autorités fédérales et les autres entités fédérées est une préoccupation majeure pour plusieurs acteurs. Nous l'avons fait accepter par tous. Pour cette raison, nous proposons une collaboration approfondie, qui sera organisée à travers plusieurs initiatives :

- le renforcement des échanges entre la Commission communautaire flamande (VGC) et le Gouvernement flamand ;
- le renforcement des échanges entre la Cocom, le Gouvernement Flamand et la Fédération Wallonie-Bruxelles ;
- la mise en place d'une plateforme permanente de coopération entre le Gouvernement fédéral et le Gouvernement bruxellois, notamment sur des dossiers d'intérêt commun, comme la sécurité ou l'emploi.

Cette plate-forme peut s'inspirer des expériences existantes de collaboration, comme Beliris, ou la coordination entre les gouvernements bruxellois et fédéral concernant les relations qu'ils entretiennent avec les institutions européennes à Bruxelles, en vue d'une collaboration plus structurelle sur une base plus large.

De plus, nous proposons que le parlement bruxellois soit invité à mener une réflexion sur l'avenir institutionnel des institutions bruxelloises, au-delà des clivages politiques. Cette approche vise à renforcer un fédéralisme de coopération et à garantir un dialogue constructif entre les différentes entités du pays.

Il est également apparu la nécessité mais aussi la volonté, commune et ferme, de constituer à court terme un gouvernement qui veuille véritablement faire les réformes urgentes et nécessaires, en matière budgétaire, institutionnelle, environnementale, de santé, de sécurité, d'économie, d'emploi et de logement dans le contexte fédéral et international que nous connaissons.

En particulier, cette majorité devra affronter le plus grand défi budgétaire auquel la Région ait jamais été confrontée. Les partenaires financiers de la Région sont formels : il faut faire des efforts importants, mettre en place des réformes ambitieuses et prendre des décisions difficiles. Chacun des 7 partenaires impliqués dans ce scénario a marqué une volonté ferme de prendre ses responsabilités afin de redresser les finances bruxelloises.

Les questions de sécurité et de lutte contre la criminalité organisée sont également des éléments essentiels pour lesquels les Bruxelloises et les Bruxellois ont besoin de solutions rapides et d'actions efficaces. Là encore, ces sept partenaires semblent tous prêts à retrousser leurs manches et à collaborer

avec le gouvernement fédéral et les communes afin de prendre ce problème à bras le corps.

Ces balises permettent d'envisager une issue positive à un processus de formation basé sur une coalition composée du MR, du PS, des Engagés, de Groen, de l'Open VLD, de Vooruit et du CD&V. Cette piste n'a été rendue possible que grâce aux partis qui ont accepté de mettre leur responsabilité pour Bruxelles avant leur intérêt partitocratique.

Le pas de côté de David Leisterh il y a trois semaines nous a conduit à prendre nos responsabilités. Nous avons voulu une méthode claire, basée sur la confiance et le respect mutuel, afin de créer les conditions nécessaires à la formation d'un gouvernement. Malgré les réelles ouvertures acquises et exprimées autour de la table, nous sommes conscients que cette solution ne suscite pas encore la pleine adhésion de chacun. Un moment de réflexion politique est encore nécessaire pour certains, y compris sans doute durant les bureaux politiques de lundi matin. Nous prendrons dès lors encore la responsabilité d'inviter les sept partis pour une réunion plénière lundi soir pour déterminer la suite du processus. Nous resterons disponibles tout ce week-end pour éclaircir encore les possibles questions et demandes de nos partenaires.

Nous insistons une dernière fois sur l'urgence et l'importance pour la Région Bruxelloise de bénéficier rapidement d'un gouvernement de plein exercice. Il est temps que tous les partis assument leurs responsabilités : nos concitoyens, nos associations, nos administrations et la Belgique dans son ensemble ne peuvent plus attendre la formation d'un gouvernement apte à réformer et à changer Bruxelles. Si nous devons retenir une chose de nos rencontres avec les 13 partis : c'est que toutes et tous aiment Bruxelles, et veulent s'engager pour recréer une Région solide et ambitieuse. Nous vivons une période agitée. Elle suscite des craintes légitimes. Elle est aussi le signe de grandes opportunités. Bruxelles a

tous les atouts pour les saisir. Pour cela, il est maintenant temps de joindre les actes à la parole et de former un gouvernement.

**Elke Van den Brandt &
Christophe De Beukelaer**